



CHAPITRE 134

Loi concernant les Pères Bénédictins de Saint-Benoit-du-Lac

[Sanctionnée le 22 février 1955]

Préam-
bule.

ATTENDU que la corporation connue sous le nom des Pères Bénédictins de Saint-Benoit-du-Lac a, par sa pétition, représenté:

Qu'à la suite de l'élévation de son monastère en abbaye, elle désire modifier son nom corporatif sanctionné par la loi 17 George V, chapitre 111, article 1;

Que pour répondre au caractère particulier et aux besoins de l'abbaye, et pour permettre à cet Ordre de se procurer, selon ses méthodes séculaires, les ressources indispensables à la continuation de son œuvre spirituelle, culturelle et sociale, il est essentiel de lui assurer de plus amples pouvoirs;

Qu'il est opportun de mieux définir le pouvoir d'administration et de délégation de ses officiers;

Attendu qu'il est opportun d'accéder aux demandes contenues dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Nom
changé.

1. La corporation, jusqu'ici désignée sous le vocable "Les Pères Bénédictins de Saint-Benoit-du-Lac", s'intitule "L'Abbaye des Moines Bénédictins de Saint-Benoit-du-Lac", mais peut également être désignée sous le nom de "L'Abbaye de Saint-Benoit-du-Lac".

CHAPTER 134

An Act respecting les Pères Bénédictins de Saint-Benoit-du-Lac

[Assented to, the 22nd of February, 1955]

Preamble.

WHEREAS the corporation known by the name of les Pères Bénédictins de Saint-Benoit-du-Lac has, by its petition, represented:

That, in consequence of the erection of its monastery as an abbey, it is desirous of changing its corporate name sanctioned by the act 17 George V, chapter 111, section 1;

That, in order to meet the peculiar character and needs of the abbey, and to enable the Order to obtain, by secular means, the resources indispensable for the continuation of its spiritual, cultural and social work, it is necessary to grant it more extensive powers;

That it is expedient to define more accurately the power of administration and of delegation of its officers;

Whereas it is expedient to grant the prayers contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Name
changed.

1. The corporation, heretofore known by the name of "Les Pères Bénédictins de Saint-Benoit-du-Lac", shall be called "L'Abbaye des Moines Bénédictins de Saint-Benoit-du-Lac", but may also be referred to as "L'Abbaye de Saint-Benoit-du-Lac".

Pouvoirs.

2. La corporation municipale de Saint-Benoit-du-Lac est autorisée à

a) adopter des règlements ou résolutions relatifs à la construction ou à l'aménagement de tout immeuble ou entreprise sur son territoire, et à en réglementer l'exploitation;

b) agir pour les fins de l'Abbaye de Saint-Benoit-du-Lac, et vice versa, spécialement pour ses achats, travaux, constructions et autres entreprises.

1939,
c. 149,
a. 2, remp.

3. L'article 2 de la loi 3 George VI, chapitre 149, est remplacé par le suivant:

Pas de
conseil
municipal.

"**2.** Il n'y aura pas lieu d'organiser un conseil municipal dans cette municipalité qui sera administrée de la même façon que la corporation elle-même."

1927,
c. 111,
a. 4, remp.

4. L'article 4 de la loi 17 George V, chapitre 111, remplacé par l'article 11 de la loi 3 George VI, chapitre 149, est de nouveau remplacé par le suivant:

Adminis-
tration.

"**4.** La corporation sera administrée aux termes de ses constitutions à savoir:

a) Toute dépense extraordinaire de plus de mille dollars est du ressort exclusif, sous peine de nullité, du chapitre de la corporation, à la majorité des voix (lequel chapitre est constitué par les profès solennels de chœur de ladite corporation, (constitution, chapitre 3, paragraphe 13);

b) Toute dépense extraordinaire de plus de cinq cents dollars, et de moins de mille dollars, est du ressort exclusif, sous peine de nullité, du conseil de la corporation, à la majorité des voix, lequel conseil est constitué par un chapitre 21, paragraphe c;

c) Toutes autres dépenses extraordinaires sont, pour toute somme inférieure à cinq cent dollars, du ressort du supérieur abbé ou prieur de la corporation, et, pour toute somme inférieure à cent dollars, du ressort du procureur Cellérier de la corporation; la signature de l'un ou de l'autre individuellement, pour les affaires de leur juridiction, liera la corporation;

d) Le chapitre, le conseil, le supérieur et le procureur ont le droit de déléguer

2. The municipal corporation of Saint-Benoit-du-Lac is authorized

a. to pass by-laws or resolutions respecting the construction or equipment of any immovable or undertaking upon its territory, and to regulate the operation thereof;

b. to act on behalf of l'Abbaye de Saint-Benoit-du-Lac, and vice versa, especially as regards its purchases, works, constructions and other undertakings.

3. Section 2 of the act 3 George VI, chapter 149, is replaced by the following:

"**2.** There shall be no need to organize a municipal council in such municipality, which shall be administered in the same manner as the corporation itself."

4. Section 4 of the act 17 George VI, chapter 111, replaced by section 11 of the act 3 George VI, chapter 149, is again replaced by the following:

"**4.** The corporation shall be administered in accordance with its constitution, namely:

a. Any extraordinary expenditure of over one thousand dollars shall, under pain of nullity, be within the exclusive jurisdiction of the chapter of the corporation, by the majority of the votes, which chapter is composed of the solemnly professed charter monks of the said corporation (Constitution, chapter 3, paragraph 13);

b. Any extraordinary expenditure of over five hundred dollars and under one thousand dollars shall be within the exclusive jurisdiction, under pain of nullity of the council of the corporation, by the majority of the votes, which council shall be formed by, a chapter 21, paragraph c;

c. All other extraordinary expenditure, shall, for any sum under five hundred dollars be within the jurisdiction of the Superior abbé or prior of the corporation, and, for any sum under one hundred dollars, within the jurisdiction of the procurator Cellarer of the corporation; the signature of either of them individually, for matters within his jurisdiction, shall bind the corporation;

d. The chapter, council, superior and procurator may delegate their respective

leurs pouvoirs respectifs. Le supérieur et le procureur, ou les délégués de l'un ou de l'autre, sont habilités à signer conjointement pour toutes dépenses, opérations financières et autres actes de leur ressort ou autorisés par le chapitre ou le conseil de la corporation."

Permis de
commer-
çant.

5. L'Abbaye de Saint-Benoit-du-Lac peut obtenir des licences ou permis de commerçant pour tous ses achats et transactions conformes à ses fins.

1927,
c. 111,
a. 3, am.

6. Le paragraphe *c* de l'article 3 de la loi 17 George V, chapitre 111, remplacé par l'article 1 de la loi 7 George VI, chapitre 68, est de nouveau remplacé par le suivant:

"*c*) Acquérir, exploiter ou posséder, par tout titre légal, des biens mobiliers, immobiliers, pour des fins de revenus pourvu que le revenu annuel des biens appartenant à la corporation n'excède pas cinq cent mille dollars."

Entrée en
vigueur.

7. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

powers. The superior and the procurator, or the delegates of either, are entitled to sign jointly for any expenditure, financial operation or other act within their jurisdiction or authorized by the chapter or the council of the corporation."

5. L'Abbaye de Saint-Benoit-du-Lac may obtain tradesman's licenses or permits for all purchases and transactions consistent with its objects. Trades-
man's
licenses.

6. Paragraph *c* of section 3 of the act 17 George V, chapter 111, replaced by section 1 of the act 7 George VI, chapter 68, is again replaced by the following: 1927,
c. 111,
s. 3, am.

"*c*. Acquire, utilize and hold moveable and immoveable property under any title, for purposes of revenue, provided the annual revenue of the property belonging to the corporation does not exceed five hundred thousand dollars."

7. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.